



2021

Rapport financier



OEIL

**Observatoire de
l'environnement
Nouvelle-Calédonie**

RESULTAT DE L'EXERCICE 2021

Les comptes 2021, attestés et certifiés de l'association OEIL font apparaître les données suivantes :

Total des produits	:	137 913 238 XPF
Total des charges	:	100 769 915 XPF
Résultat	:	37 143 323 XPF

CE QUE L'ASSOCIATION POSSEDE (valeurs en K XPF)					CE QUE L'ASSOCIATION DOIT (valeurs en K XPF)				
ACTIF	2021	2020	2019	2018	PASSIF	2021	2020	2019	2018
Ses investissements	1 579	2 337	3 084	3 347	Fonds associatifs	0	-	-	-
Ses stocks	-	-	-	-	Cumul reports à nouveau	45 191	51 539	54 431	56 647
Ses créances	41 715	32 463	4 379	1 173	Résultat de l'exercice	37 143	-6 348	-2 891	-2 216
Son cash	67 232	39 717	67 330	67 644	Dettes à court terme	17 915	14 995	19 870	23 427
Comptes de régularisation	7 868	3 516	5 673	5 694	Comptes de régularisation	18 145	17 847	9 056	-
Total	118 394	78 033	80 466	77 858	Total	118 394	78 033	80 466	77 858

Après cinq années consécutives de résultat déficitaire, l'année 2021 se termine par un résultat bénéficiaire à hauteur de 37 143 323 XPF.

Ce résultat s'explique essentiellement de la façon suivante :

- **La hausse significative des subventions** de certains de nos bailleurs historiques (PRONY RESOURCES : passage de 7,5 M XPF à 30 M XPF) et parfois non prévues (SLN : passage de 4,87 M XPF à 17,6 M XPF PRONY RESOURCES NC) ainsi que l'intensification des partenariats : Union Européenne (6,3 M XPF) AGENCE RURALE (1 M), SCO¹ (0,48 M XPF), DAVAR² (2,5 M XPF), DAFE³ (4,7 M XPF), CCCE³ (7,6 M XPF).
- **La mise en œuvre décalée des activités en raison de retard sur le versement de nos principaux bailleurs** qui sont intervenus qu'en fin d'année 2021, voire début 2022 : en septembre pour Prony Resources, en fin novembre pour Prony Energies et la Province Sud (Tranche 1) et mi-décembre pour la SLN.
- **Le maintien des mesures conservatoires de trésorerie** mises en place depuis fin 2019, durant les trois premiers trimestres 2021, en lien avec le versement tardif des subventions.
- **La dernière période de confinement** (sept 2021) ralentissant la mise en œuvre des actions planifiées ainsi que celles des nouveaux projets. En septembre, au moment où les conventions commencent à être signées et les fonds à être perçus, le deuxième confinement débute, freinant les engagements financiers à prendre avant la clôture de l'exercice dans un contexte de télétravail de l'ensemble de l'équipe et de disponibilité réduite de nos fournisseurs.

LES RECETTES

1.1 La production vendue de services

Depuis l'année dernière, l'Observatoire comptabilise un chiffre d'affaires. En 2021, celui-ci est en très forte hausse, 3 114 883 XPF contre 150 591 XPF en 2020. Il est constitué comme suit :

- 2 285 750 XPF provenant de l'ADECAL Technopole, dans le cadre d'une prestation d'assistance technique réalisée par l'OEIL pour la mise en œuvre de la feuille de route 2020/2021 de l'Observatoire des Pêches Côtières.

¹ SCO : Société Calédonienne d'Ornithologie

² DAVAR : Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales

³ DAFE : Direction du service de l'État de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement

³ CCCE : Comité Consultatif Coutumier Environnemental

- 286 172 XPF provenant de la CPS, dans le cadre du déploiement de l'outil « Alerte incendies » sur Fidji.
- 542 961 XPF provenant de la Ville de Nouméa, dans le cadre du projet de caractérisation de la pollution lumineuse.

I.2 Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation de l'Observatoire sont constituées en 2021 :

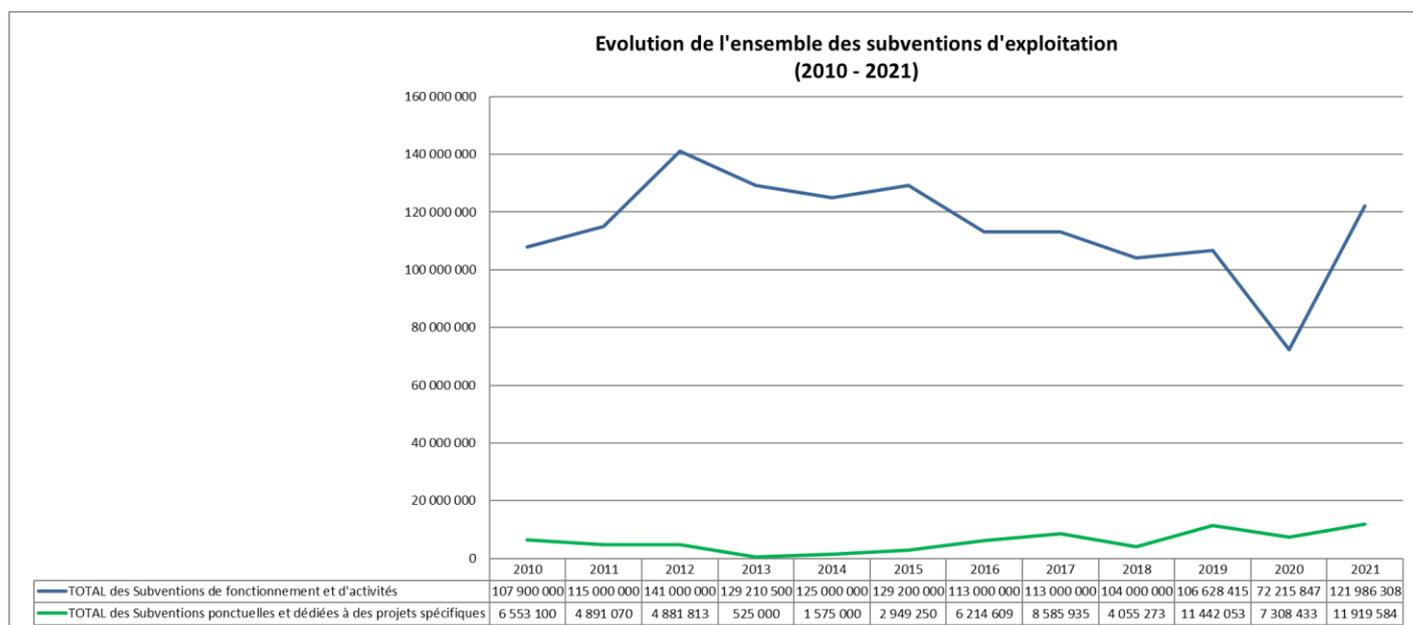
- de subventions de fonctionnement et d'activités définies par des conventions bilatérales entre l'OEIL et ses partenaires suivants : Province Sud, Prony Énergies, Prony Ressources NC (anciennement Vale NC), Société Le Nickel et Société Minière Georges Montagnat (SMGM).
- de subventions ponctuelles et dédiées à des projets spécifiques octroyées par la DAFE, le CCCE, l'Union Européenne-Programme BEST 2.0+, la SCO, la DAVAR et l'Agence Rurale.

Le montant total de ces subventions d'exploitation comptabilisées en 2021 s'élève à **133 905 892 XPF**. Le tableau et la figure qui suivent (*tableau 1 et figure 1*) présentent les montants ainsi que l'évolution de ces subventions entre 2010 et 2021.

Tableau 1 : Évolution des subventions d'exploitation sur la période 2010-2021

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
TOTAL des subventions d'exploitation	114 453 100	119 891 070	145 881 813	129 735 500	126 575 000	132 149 250	119 214 609	121 585 935	108 055 273	118 070 468	79 524 280	133 905 892
Subventions de fonctionnement et d'activités												
Province Sud	70 400 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	61 000 000	56 000 000	56 000 000
Gouvernement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 128 415	3 215 847	0
Industriels	37 500 000	54 000 000	80 000 000	68 210 500	64 000 000	68 200 000	52 000 000	52 000 000	43 000 000	42 500 000	13 000 000	65 986 308
Vale NC / Prony Ressources	30 281 250	43 605 000	64 600 000	52 810 500	50 000 000	52 800 000	40 000 000	40 000 000	30 000 000	30 000 000	7 500 000	30 000 000
Prony Énergies	5 343 750	7 695 000	11 400 000	11 400 000	10 000 000	11 400 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	15 000 000
SLN	1 875 000	2 700 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0	20 486 308
SMGM	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000 000	500 000	500 000	500 000
TOTAL des Subventions de fonctionnement et d'activités	107 900 000	115 000 000	141 000 000	129 210 500	125 000 000	129 200 000	113 000 000	113 000 000	104 000 000	106 628 415	72 215 847	121 986 308
Subventions ponctuelles et dédiées à des projets spécifiques												
Province Nord	1 013 100											
Province Sud	140 000											
État/DAFE	5 400 000	4 891 070	2 495 178				198 887	2 053 613	2 386 634	297 190	1 585 539	3 271 145
Ministère de l'écologie			2 386 635									
CCCE				525 000	1 575 000	1 449 250	2 375 722	2 922 322	1 668 639	6 371 593	3 731 875	1 796 660
Gouvernement						1 500 000				1 789 976		1 655 738
ACE (ex CTME)							2 470 000	2 440 000				
CPS							1 170 000	1 170 000				
État/Incendies Fidji										2 983 294		
Union Européenne-Programme BEST2.0+												2 380 292
SCO												121 474
DAVAR												2 522 400
Agence Rurale												171 875
SLN											1 991 019	
TOTAL des Subventions ponctuelles et dédiées à des projets spécifiques	6 553 100	4 891 070	4 881 813	525 000	1 575 000	2 949 250	6 214 609	8 585 935	4 055 273	11 442 053	7 308 433	11 919 584

Figure 1 : Évolution de l'ensemble de nos subventions d'exploitation de 2010 à 2021



On constate sur ces 2 graphiques, que les subventions de fonctionnement et d'activités octroyées par nos bailleurs historiques (Institutions et industriels) représentent une part très importante (91%) de nos ressources. En parallèle, les subventions ponctuelles et dédiées à des projets spécifiques constituent un apport financier croissant. Le nombre de partenaires faisant confiance à l'observatoire augmente, se diversifie et certains deviennent des partenaires historiques.

Descriptif de l'année 2021 :

L'année a débuté avec un budget plus élevé qu'en 2020, notamment grâce au réengagement financier de Prony Resources NC avec une subvention de 30 M XPF et au report de crédits non consommés faisant suite à la décision prise en fin 2019 de geler les engagements financiers de la quasi-totalité des activités externalisées. Par ailleurs, la recherche de ressources externes lancée fin 2020/début 2021 s'est concrétisée en cours d'année : l'apport financier provenant de subventions dédiées à des projets spécifiques en 2021 est en forte hausse. Pour finir, en toute fin d'année, l'CEIL a signé avec la SLN une convention pluriannuelle 2021-2024 ; cette dernière s'engage à verser sur cette période de 4 ans une subvention annuelle de 17,6 M XPF, au lieu de 4,8 M XPF annoncé lors de la validation du budget 2021. Ainsi, le niveau des subventions réellement perçues (158 036 628 XPF) sur l'année 2021 est bien supérieur (+31 941 007 XPF) à celui identifié sur le budget prévisionnel (126 095 621 XPF) d'avril 2021.

Fonds dédiés : Ils représentent la part non consommée des subventions octroyées pour des projets concernant plusieurs années et pour lesquelles les dépenses n'ont pas été intégralement engagées. Ces fonds dédiés constituent une « réserve » pour les dépenses qui seront engagées sur l'exercice ou les exercices suivants. Ils sont détaillés dans le tableau 2 suivant.

Tableau 2 : Fonds dédiés

Bailleurs de fonds	Projets	Montant au 31/12/20	Augmentation	Utilisation	Montant au 31/12/21
DAFE	HYDROBIO - Indice Diatomées	495 897		495 897	
DAFE	Pêche Electrique	364 322	1 664 426		2 028 748
CCCE	ACROPORA		44 425		44 425
DAFE	Etude Dynamiques Forestières		359 563		359 563
DAVAR	Périmètre de Protection des Eaux		838 379		838 379
Total		860 219	2 906 793	495 897	3 271 115

I.3. Les adhésions

À ces ressources s'ajoutent les cotisations annuelles qui représentent cette année un total de 55 000 XPF. A noter que le Comité Rhébuu Nuu a déjà versé en 2021 sa cotisation de l'année 2022.

I.4. Divers

Créances à recevoir :

Subventions : correspondent à des subventions accordées au titre de l'année 2020 mais n'ayant pas été versées dans leur totalité au 31 décembre 2020. A celles-ci s'ajoutent les subventions étalées conventionnellement sur plusieurs années. Le montant de ces créances s'élève à 41 168 176 XPF.

Adhésions : quelques cotisations sont toujours en attente de régularisation ; il s'agit du Comité de Gestion Ile Ouen pour les années 2019, 2020 et 2021 et du Comité de Gestion Ile des Pins pour les années 2020 et 2021. Diminuées par l'avance de cotisation de l'année 2022 du Comité Rhébuu Nuu versée en 2021, les adhésions à recevoir sont de 4 000 XPF.

Prestations : Également, à la clôture de l'exercice 2021, une prestation pour la Ville de Nouméa est en cours de réalisation par l'CEIL et fera l'objet d'une facture en 2022.

Ces créances, font un total de 41 715 137 XPF.

Produits financiers :

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun placement sur des comptes à terme de la trésorerie de l'OEIL.

Produits divers de gestion courante :

Le montant en 2021 est de 143 508 XPF ; il correspond aux indemnités reçues de l'Agence de Service Civique pour l'accueil d'un engagé de service civique pendant une période de 6 mois. Ces fonds ont été versés et utilisés pour le paiement des prestations de subsistance.

Produits exceptionnels :

En 2021, un produit exceptionnel sur opération de gestion est enregistré. En effet, dans le cadre du mécénat l'CEIL a reçu un don d'une valeur de 100 000 XPF de la SARL SKAZY.

Reprises sur provisions et transferts de charges :

Le montant de 860 219 XPF correspond à la consommation au cours de l'année 2021 des fonds dédiés enregistrés à la clôture de l'exercice comptable précédent.

LES DEPENSES

II.1. Analyse de la consommation du budget

Le tableau 3 qui suit fait état de la ventilation du budget par poste de dépense ainsi que du niveau de consommation de ces différents postes au 31 décembre 2021. On constate que le budget a été engagé à hauteur de **76 %**.

Afin d'analyser la consommation du budget de l'année 2021, le poste de dépense « Activités » est présenté sans la masse salariale des subventions dédiées. Ainsi, le **budget de référence de l'année 2021** est de **149 148 428 XPF** hors Fond de Roulement.

Tableau 3 : Répartition des postes de dépenses et consommation du budget 2021

POSTE DE DÉPENSES	BUDGET	ENGAGÉ AU 31/12/21	%
Frais généraux (fixes)	17 050 800 XPF	13 165 261 XPF	77%
Investissements	900 000 XPF	552 544 XPF	61%
Masse salariale ¹	69 025 970 XPF	67 941 348 XPF	98%
Missions & formations	1 000 000 XPF	54 060 XPF	5%
Activités (prestations externalisées) ²	45 186 986 XPF	30 831 757 XPF	68%
Prestations diverses	15 984 672 XPF	594 767 XPF	4%
Total hors fond de roulement	149 148 428 XPF	113 139 737 XPF	76%
Fond de roulement (FDR)	30 034 570 XPF	N/A	N/A
Total avec fond de roulement	179 182 998 XPF	113 139 737 XPF	63%

Nota :

¹ Masse salariale : Une différence de 156 012 XPF apparaît entre le coût de la masse salariale présenté dans ce tableau (67,9 M XPF) et celle inscrite dans les états financiers (68 M XPF). Elle s'explique par le décompte de la provision des congés payés et des frais de formations dans les charges du personnel calculées par l'expert-comptable et non pris en compte dans ce tableau.

² Activités : 54 075 186 XPF (Budget inscrit au plan d'actions) – 8 888 200 XPF (Masse salariale des projets incluant des subventions dédiées).

Frais Généraux, Investissements et Masse Salariale : les niveaux de consommation des postes budgétaires s'échelonnent entre 61 % et 98 %.

Activités (prestations externalisées) : le budget alloué a été consommé à hauteur de 68%. Ce taux d'engagement correspond aux dépenses externalisées effectuées et des contrats signés (qu'ils soient payés partiellement ou en totalité) liées aux actions de l'année 2021.

Missions/Formations et Prestations diverses : Ces postes affichent un taux de consommation faible. A la mi-décembre, le budget *Prestations Diverses* a été anormalement abondé de 13 M XPF correspondant à l'écart entre l'attendu et le perçu de la subvention SLN versée à la mi-décembre. Il n'a pas été réalisable de réunir le bureau avant la clôture comptable pour répartir ces fonds et réajuster le plan d'actions.

II.2. Dépenses ou charges comptabilisées

Les règles comptables entraînent un décalage à considérer à la lecture des comptes. En effet, les charges présentes dans le budget ne le sont pas forcément en comptabilité et inversement.

Le total des charges comptabilisées au 31 décembre 2021 s'élève à **101 630 134 XPF**.

Autres achats et charges externes : **26 378 582 XPF** (26 251 016 XPF en 2020). Ces charges correspondent à toutes les charges en provenance de tiers. Pour plus de plus moitié, ce sont des charges de sous-traitance pour d'une part la réalisation des actions et des projets de l'CEIL (Suivi de l'érosion sur la Province Sud, Suivi des incendies et de son système d'alertes, Etude des fourmis du Grand Sud, Suivi biologique et physicochimique des eaux douces pour les Bilans GS et Thio, Extension du réseau de suivi du milieu marin, Etude de la pertinence des indicateurs eau douce, Suivi des rivières du GS par échantillonneur passif, Bancarisation des données, Suivis environnementaux à la suite de deux pollutions, Caractérisation de la pollution lumineuse, etc.) et d'autre part la communication de ces études (Bilans de Thio 2018 et 2019, Plaquettes incendies, Fiches incendies, Evolution des outils et applications numériques -Site Web, Portail technique,..., Lancement de l'CEIL Mag 12, etc.).

Il est constaté peu de variation entre 2020 et 2021 en raison de la mise en œuvre tardives des actions et des projets 2021.

Masse salariale : Le coût total de la masse salariale pour cette année est de **68 097 360 XPF** soit une hausse de + 14,2% par rapport à 2020 (58 397 909 XPF). Cette hausse s'explique par le retour à l'effectif initial avec l'embauche du Responsable du pôle SIG à compter de juin 2021 ainsi que d'une apprentie au sein du pôle communication à compter de septembre 2021.

Dotations aux amortissements et investissements : **1 194 672 XPF** contre 1 489 011 XPF en 2020. Les investissements effectués en 2021 correspondent à du renouvellement ainsi que de l'acquisition de matériel informatique et mobilier, notamment pour l'accueil des nouveaux arrivants. Également, de petits travaux d'entretien des locaux de l'CEIL ont été menés.

Autres charges de gestion courante : **2 634 345 XPF** contre 2 619 786 XPF en 2020. Il s'agit de licences et de logiciels informatiques ainsi que de droits d'auteur.

Charges exceptionnelles : aucune charge exceptionnelle n'est enregistrée en 2021.

Engagement à réaliser sur ressources affectées : **3 271 115 XPF** correspond aux engagements de fonds dédiés qui n'ont pas encore été réalisés.

II.3. Activités et prestations diverses

Comme déjà évoqué précédemment, **68 % de l'enveloppe « Activités (dépenses externalisées) » 2021 (30,8 M XPF) et 4% de l'enveloppe « Prestations diverses » (0,6 M XPF) ont été engagées sur l'exercice.**

Malgré des retards sur la formalisation des conventions et les versements afférents et malgré le contexte de crise sanitaire, le niveau d'engagement 2021 de l'enveloppe « Activités » est important avec **près de 30,8 M CFP**. Pour rappel, il atteignait 3M XPF seulement et un taux de consommation à 20% faisant suite aux décisions prises par les administrateurs de l'Observatoire afin de préserver sa trésorerie.

Le faible taux d'engagement de l'enveloppe « Prestations diverses » s'explique en raison du versement tardif et inattendu de la subvention SLN à la fin 2021.

Cette analyse des données *activités et prestations diverses* se retrouve dans le détail des dépenses présenté dans le tableau n°4 ci-dessous. Un total de 77 actions été inscrites en 2021 dont quelques-unes n'ont pas pu être réalisées, notamment en raison des versements tardifs des subventions et du contexte sanitaire (exemples : bilan environnemental de Thio, bilan 2020 des incendies, réalisations de vidéos environnementales.). Les actions réalisées par le secrétariat exécutif exclusivement sont au nombre de 47.

Tableau 4 : Détail des dépenses de prestations externes du plan d'actions 2021

Intitulé	Budget OEIL	Subvention dédiée	Total des subventions	Part Masse salariale des subventions dédiées	Subvention dédiée (masse salariale déduite)	Total des subventions (masse salariale déduite)	Engagé	% engagé	Reste à engager
Résultat attendu I									
L'état de l'environnement dans le périmètre d'intervention de l'OEIL est connu au moyen d'outils de surveillance	24 521 852 XPF	23 218 334 XPF	47 740 186 XPF	8 888 200 XPF	14 330 134 XPF	38 851 986 XPF	26 666 124 XPF		21 074 062 XPF
I-1-1. Renseigner des indicateurs/variables environnementales sur la base des données utiles issues des réseaux existants	2 200 000 XPF	0 XPF	2 200 000 XPF	0 XPF	0 XPF	2 200 000 XPF	0 XPF		2 200 000 XPF
Renseignement d'indicateurs/variables sur des sites miniers/industriels	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Compilation et exploitation des données existantes auprès des partenaires (DAVAR,VNC) pour la mise en place d'indicateurs de suivi de la ressource en eau.	2 200 000 XPF	0 XPF	2 200 000 XPF	0 XPF	0 XPF	2 200 000 XPF	0 XPF		2 200 000 XPF
I-1-2. Réaliser des tableaux de bord et des synthèses pour apprécier l'état de l'environnement	1 888 200 XPF	7 282 424 XPF	9 170 624 XPF	5 448 200 XPF	1 834 224 XPF	3 722 424 XPF	1 431 000 XPF		7 739 624 XPF
Développer et renseigner des tableaux de bord (TDB) sur des sites miniers/industriels	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Réaliser des synthèses annuelles de la surveillance environnementale des sites miniers/industriels	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Synthèse des connaissances IDP	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Analyse spatiale de l'impact environnemental des incendies 2020	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Caractérisation spatio temporelle des formes érosives sur l'ensemble de la Province Sud	1 500 000 XPF	0 XPF	1 500 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 500 000 XPF	1 431 000 XPF		69 000 XPF
Identifier et mettre en œuvre les évolutions prioritaires des bilans Grand Sud et Thio	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Intégrer les données du bilan carbone en cours de réalisation sur l'usine du Sud à notre bilan annuel	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Production et diffusion d'indicateurs sur les périmètres de protection des eaux	0 XPF	2 522 400 XPF	2 522 400 XPF	2 448 200 XPF	74 200 XPF	74 200 XPF	0 XPF		2 522 400 XPF
Étude sur les dynamiques forestières de la Nouvelle-Calédonie	388 200 XPF	4 760 024 XPF	5 148 224 XPF	3 000 000 XPF	1 760 024 XPF	2 148 224 XPF	0 XPF		5 148 224 XPF
I-1-3. Opérer les réseaux d'observation scientifiques (selon principe de subsidiarité) et participatifs	13 283 652 XPF	8 600 000 XPF	21 883 652 XPF	0 XPF	8 600 000 XPF	21 883 652 XPF	15 943 328 XPF		5 940 324 XPF
Mise en œuvre d'un suivi participatif avec les populations riveraines de l'île Ouen, Yaté, Ile des pins selon le protocole RORC NC mis en œuvre au niveau pays	1 500 000 XPF	1 700 000 XPF	3 200 000 XPF	0 XPF	1 700 000 XPF	3 200 000 XPF	0 XPF		3 200 000 XPF
Mise en place de protocole de suivi environnemental en cas de pollution dans la zone du Grand Sud ou de Thio	1 400 000 XPF	0 XPF	1 400 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 400 000 XPF	1 166 623 XPF		233 377 XPF
Opérer le suivi des impacts. env. des feux (chaîne de traitement des surf brûlés, outil d'alerte,...)	133 652 XPF	1 000 000 XPF	1 133 652 XPF	0 XPF	1 000 000 XPF	1 133 652 XPF	1 133 652 XPF		0 XPF
Suivi des population de fourmis (indigène et envahissantes) dans les milieux naturels bordant le site de Vale NC. Suivi de 5 sites: Forêt Nord, Pic du Grand Kaori, Pic du Pin et Forêt de chênes gomme sous le vent de l'usine.	1 500 000 XPF	0 XPF	1 500 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 500 000 XPF	1 499 900 XPF		100 XPF
Aquisition de données biologiques (MIB, diatomées) complémentaires au suivi réglementaire sur les eaux douces des sites miniers/industriels complémentaires au suivi réglementaire - Pour Bilan Grand Sud	925 000 XPF	0 XPF	925 000 XPF	0 XPF	0 XPF	925 000 XPF	925 000 XPF		0 XPF
Etude pour le suivi des espèces allochtones au niveau du Port de Prony via des inspections des piles des quais et des fonds marins alentours par des plongeurs sous-marins.	1 000 000 XPF	0 XPF	1 000 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 000 000 XPF	993 153 XPF		6 847 XPF
Mise en place d'un suivi de la sédimentation dans la baie Kwé par cartographie bathymétrique et sédimentologique sur la baie.	2 500 000 XPF	0 XPF	2 500 000 XPF	0 XPF	0 XPF	2 500 000 XPF	0 XPF		2 500 000 XPF
Réalisation de suivis complémentaires pour rechercher les composés organiques utilisés dans le process industriel dans les sédiments des deux cours d'eau principaux: Kwé (4 stations), Creek Baie Nord (3 stations).	900 000 XPF	0 XPF	900 000 XPF	0 XPF	0 XPF	900 000 XPF	900 000 XPF		0 XPF
Suivi biologique complémentaire (Baie Kwé, Port Boisé)	2 500 000 XPF	5 900 000 XPF	8 400 000 XPF	0 XPF	5 900 000 XPF	8 400 000 XPF	8 400 000 XPF		0 XPF
Aquisition de données biologiques (MIB, diatomées) complémentaires au suivi réglementaire sur les eaux douces des sites miniers/industriels complémentaires au suivi réglementaire - Pour Bilan Thio	925 000 XPF	0 XPF	925 000 XPF	0 XPF	0 XPF	925 000 XPF	925 000 XPF		0 XPF

Tableau 4 : Détail des dépenses de prestations externes du plan d'actions 2021 (suite du résultat attendu I)

Intitulé	Budget OEIL	Subvention dédiée	Total des subventions	Part Masse salariale des subventions dédiées	Subvention déduite (masse salariale déduite)	Total des subventions (masse salariale déduite)	Engagé	% engagé	Reste à engager
I-2-1. Lancer des études d'acquisition de connaissances env.	0 XPF	7 335 910 XPF	7 335 910 XPF	3 440 000 XPF	3 895 910 XPF	3 895 910 XPF	2 005 526 XPF		5 330 384 XPF
Cartographie des formes érosives en 2018 et en 1976 sur l'ensemble de la Province Sud	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Caractérisation de la pollution lumineuse en Nouvelle-Calédonie	0 XPF	6 312 949 XPF	6 312 949 XPF	3 200 000 XPF	3 112 949 XPF	3 112 949 XPF	1 429 870		4 883 079 XPF
Caractérisation de la pollution lumineuse en Nouvelle-Calédonie - Zone Koumac/Kaala Gomen	0 XPF	480 000 XPF	480 000 XPF	120 000 XPF	360 000 XPF	360 000 XPF	289 260		190 740 XPF
Caractérisation de la pollution lumineuse en Nouvelle-Calédonie - Zone Nouméa	0 XPF	542 961 XPF	542 961 XPF	120 000 XPF	422 961 XPF	422 961 XPF	286 396		256 565 XPF
I-2-2. Réaliser ou compléter des états initiaux	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-3-1. Améliorer et développer des indicateurs et autres outils de surveillance sur les différents milieux	6 400 000 XPF	0 XPF	6 400 000 XPF	0 XPF	0 XPF	6 400 000 XPF	6 523 070 XPF		-123 070 XPF
Améliorer la qualité des indicateurs eau douce du diagnostic annuel du Grand Sud et de la potentialité des séries de données pour de la détection d'impact	4 600 000 XPF	0 XPF	4 600 000 XPF	0 XPF	0 XPF	4 600 000 XPF	4 581 850 XPF		18 150 XPF
Réalisation d'un suivi physicochimique en eau douce par échantillonneur passif sur la rivière Kwé	1 800 000 XPF	0 XPF	1 800 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 800 000 XPF	1 941 220 XPF		-141 220 XPF
I-4-1. Conseiller et expertiser les stratégies de surveillance en vue de leur optimisation	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Participation aux groupes de travail et échanges relatifs à la révision des plans de suivi de Vale NC	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-4-2. Conseiller et expertiser les stratégies de surveillance en vue de leur optimisation	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Formuler des recommandations d'amélioration des plans de suivi de la SLN et autres mineurs à Thio	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-5-1. Contribuer à assurer l'accès aux données environnementales publiques, brutes et élaborées, en temps utile	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-6-1. Engager une démarche de qualification des données (protocole, analyse...)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Vérifier à la demande et au cas par cas la qualification de données environnementales par les acteurs économiques	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-6-2. Proposer des formations sur les outils développés par l'OEIL et ses partenaires (indicateurs, applications informatiques...)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Présentation et/ou formation pour la connaissance et maîtrise des outils de l'CEIL (Hydrobio,...)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-6-3. Mettre à disposition des CDC, des référentiels, outils, formats, méthodes et guides des bonnes pratiques	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Développement et structuration de l'outil Hydrobio pour l'intégration de l'indice diatomée et l'évolution des protocoles de pêche électrique	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Réalisation d'une mission d'expertise par l'OFB et de campagne de pêche de validation des nouveaux protocoles dans la perspective de disposer d'un indicateur piscicole	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Assistance technique de l'Observatoire des pêches dans le développement d'un outil de bancarisation - ADECAL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-6-4. Engager des campagnes de vérification scientifiques des données environnementales	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
I-7-1. Référencer, structurer et bancariser les données en vue de leur valorisation	750 000 XPF	0 XPF	750 000 XPF	0 XPF	0 XPF	750 000 XPF	763 200 XPF		-13 200 XPF
Référencer, structurer et bancariser les données	750 000 XPF	0 XPF	750 000 XPF	0 XPF	0 XPF	750 000 XPF	763 200 XPF		-13 200 XPF
Référencer les études environnementales	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF

Tableau 4 : Détail des dépenses de prestations externes du plan d'actions 2021 (suite : Résultat attendu II)

Résultat attendu II	6 335 000 XPF	0 XPF	6 335 000 XPF	0 XPF	0 XPF	6 335 000 XPF	4 165 633 XPF		2 169 367 XPF
Des informations sur l'état de l'environnement objectives, complètes, compréhensibles et cohérentes sont régulièrement restituées									
II-1-1. Recenser les besoins d'information des publics de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Identifier les attentes en matière d'information du grand public (retours terrain)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-1-2. Rechercher une efficacité et une efficience optimales	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Rechercher une efficacité et une efficience optimale : projets ponctuels	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-1-3. Décliner et valider un plan de communication annuel	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Elaborer un plan de communication annuel et le faire valider	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-2-1. Définir, valider et faire adhérer aux procédures de traitement et de diffusion de l'information	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Assurer l'animation du comité éditorial	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-3-1. Rendre compréhensible et accessible l'information env. auprès du grand public	4 060 000 XPF	0 XPF	4 060 000 XPF	0 XPF	0 XPF	4 060 000 XPF	2 965 213 XPF		1 094 787 XPF
Animation, évolution et maintenance du portail web grand public	1 000 000 XPF	0 XPF	1 000 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 000 000 XPF	751 700 XPF		248 300 XPF
Produire et diffuser un rapport d'activité annuel	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Publication Grand Public annuelle sur la surveillance environnementale en général	1 600 000 XPF	0 XPF	1 600 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 600 000 XPF	1 619 090 XPF		-19 090 XPF
Réaliser une chronique radio (partenariat) sur l'état de l'environnement, les pressions et les réponses	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Relayer des informations ciblées dans des mailing abonnés et sur les réseaux sociaux	60 000 XPF	0 XPF	60 000 XPF	0 XPF	0 XPF	60 000 XPF	4 933 XPF		55 067 XPF
Relayer les principaux résultats via la presse locale et nationale	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Publication Grand Public annuelle de la surveillance environnementale des sites de Thio	600 000 XPF	0 XPF	600 000 XPF	0 XPF	0 XPF	600 000 XPF	589 490 XPF		10 510 XPF
Publication Grand Public annuelle de la surveillance environnementale des sites du Grand Sud	800 000 XPF	0 XPF	800 000 XPF	0 XPF	0 XPF	800 000 XPF	0 XPF		800 000 XPF
II-3-2. Rendre compréhensible et accessible l'information env. auprès du public averti	1 070 000 XPF	0 XPF	1 070 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 070 000 XPF	1 065 520 XPF		4 480 XPF
Réaliser des conférences de restitution des principaux résultats et des forums dédiés à la surveillance	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Relayer les informations ciblées dans un mailing professionnel semestriel	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Produire le bilan annuel de la surveillance environnementale des incendies	420 000 XPF	0 XPF	420 000 XPF	0 XPF	0 XPF	420 000 XPF	415 520 XPF		4 480 XPF
Produire une information environnementale ponctuelle selon les dernières études publiées et l'actualité environnementale	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Animation, évolution et maintenance des outils numériques (bibliothèque numérique, géoportail,...)	250 000 XPF	0 XPF	250 000 XPF	0 XPF	0 XPF	250 000 XPF	250 000 XPF		0 XPF
Produire la première publication annuelle de l'Observatoire des Pêches Côtières de Nouvelle-Calédonie	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Production d'éléments graphiques pour publication, site web, etc.	400 000 XPF	0 XPF	400 000 XPF	0 XPF	0 XPF	400 000 XPF	400 000 XPF		0 XPF
II-3-3. Rendre compréhensible et accessible l'information env. auprès des jeunes	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Organiser et participer à des événements jeunes	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Réaliser des interventions scolaires sur l'observation et le suivi des milieux	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-3-4. Rendre compréhensible et accessible l'information env. auprès des populations riveraines du grand Sud	25 000 XPF	0 XPF	25 000 XPF	0 XPF	0 XPF	25 000 XPF	900 XPF		24 100 XPF
Tenir des stands d'information sur les fêtes locales et journées environnement	25 000 XPF	0 XPF	25 000 XPF	0 XPF	0 XPF	25 000 XPF	900 XPF		24 100 XPF
Organiser et participer à des réunions publiques d'information	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
II-3-5. Rendre accessible l'information env. auprès des publics ciblés	1 180 000 XPF	0 XPF	1 180 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 180 000 XPF	134 000 XPF		1 046 000 XPF
Réaliser une diffusion ciblée et optimisée des supports d'information de l'OEIL	1 180 000 XPF	0 XPF	1 180 000 XPF	0 XPF	0 XPF	1 180 000 XPF	134 000 XPF		1 046 000 XPF

Tableau 4 : Détail des dépenses de prestations externes du plan d'actions 2021 (suite : Résultat attendu III)

Intitulé	Budget OEIL	Subvention dédiée	Total des subventions	Part Masse salariale des subventions dédiées	Subvention dédiée (masse salariale déduite)	Total des subventions (masse salariale déduite)	Engagé	% engagé	Reste à engager
Résultat attendu III L'OEIL est reconnu comme un outil de mise en réseau, crédible et impartial dans ses appréciations	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-1-1. Clarifier le rôle et les missions de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Mettre à jour et diffuser la plaquette de présentation de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0
III-1-2. Prioriser ses interventions en analysant et en partageant préalablement l'intérêt à agir	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Révision de la programmation pluriannuelle du troisième quinquennat de l'OEIL et élaboration du plan d'action annuel 2021	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Conduire une réflexion collective pour définir la nouvelle stratégie de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-1-3. Clarifier le rôle de l'OEIL en cas d'incident environnemental	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-2-1. Clarifier le mode de gouvernance de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-2-2. Valoriser le Conseil Scientifique de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Animation du conseil scientifique	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-3-1. Elargir la composition de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Proposer un élargissement de la composition de l'OEIL en ouvrant les collègues aux autres institutions de la NC (provinces Nord, Iles; Sénat coutumier, Etat; etc.)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-3-2. Rationaliser la gouvernance de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Adapter les statuts pour préciser certains aspects non spécifiés dans les statuts actuels (attributions du bureau,...)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Elaborer et faire signer les conventions de financement et de transmission des données	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Etude, en collaboration avec les institutions et bailleurs de l'OEIL, de dispositif de financement pérenne de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Veille et réponse aux appels à projet entrant dans le cadre des missions de l'OEIL - démarchage de nouveaux bailleurs	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Formaliser l'existence, les missions et le fonctionnement du Comité Editorial	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-3-3. Améliorer le processus de décision de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-3-4. Favoriser l'appropriation de l'OEIL par ses membres et autres acteurs	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Valoriser les membres sur le site web de l'OEIL avec de courtes interviews et récits d'actions en collaboration avec les membres contributeurs	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Engager des réunions régulières techniques avec les acteurs politiques et techniques (DENV, DIMENC, etc.)	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Etre représenté et contribuer au dialogue dans les CICS, CLI, CMC, commissions env, etc.	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Présenter les différents travaux (synthèses annuelles des suivis env. Grand Sud & Thio, incendies.) aux acteurs politiques et techniques	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Réaliser des ateliers préparatoires pour les projets de plans d'actions annuels impliquant mieux les administrateurs dans le portage de études	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
III-4-1. Développer le réseautage de l'OEIL	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Identifier et concrétiser les thèmes prioritaires / actions de coopération avec le CEN	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Favoriser des actions multipartenariales (forum,...) en impliquant les acteurs dans le développement, la mise en œuvre et la restitution des projets.	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF	0 XPF		0 XPF
Total Activités	30 856 852 XPF	23 218 334 XPF	54 075 186 XPF	8 888 200 XPF	14 330 134 XPF	45 186 986 XPF	30 831 757 XPF	68%	23 243 429 XPF
IV-1-1. Enveloppes diverses	15 984 672 XPF	0 XPF	15 984 672 XPF	0 XPF	0 XPF	15 984 672 XPF	594 767 XPF	4%	15 389 905 XPF
Prestations diverses	15 984 672 XPF	0 XPF	15 984 672 XPF	0 XPF	0 XPF	15 984 672 XPF	594 767 XPF		15 389 905 XPF
Total Activités + Enveloppes diverses	44 116 524 XPF	25 943 334 XPF	70 059 858 XPF	8 888 200 XPF	14 330 134 XPF	61 171 658 XPF	31 426 524 XPF		38 633 334 XPF

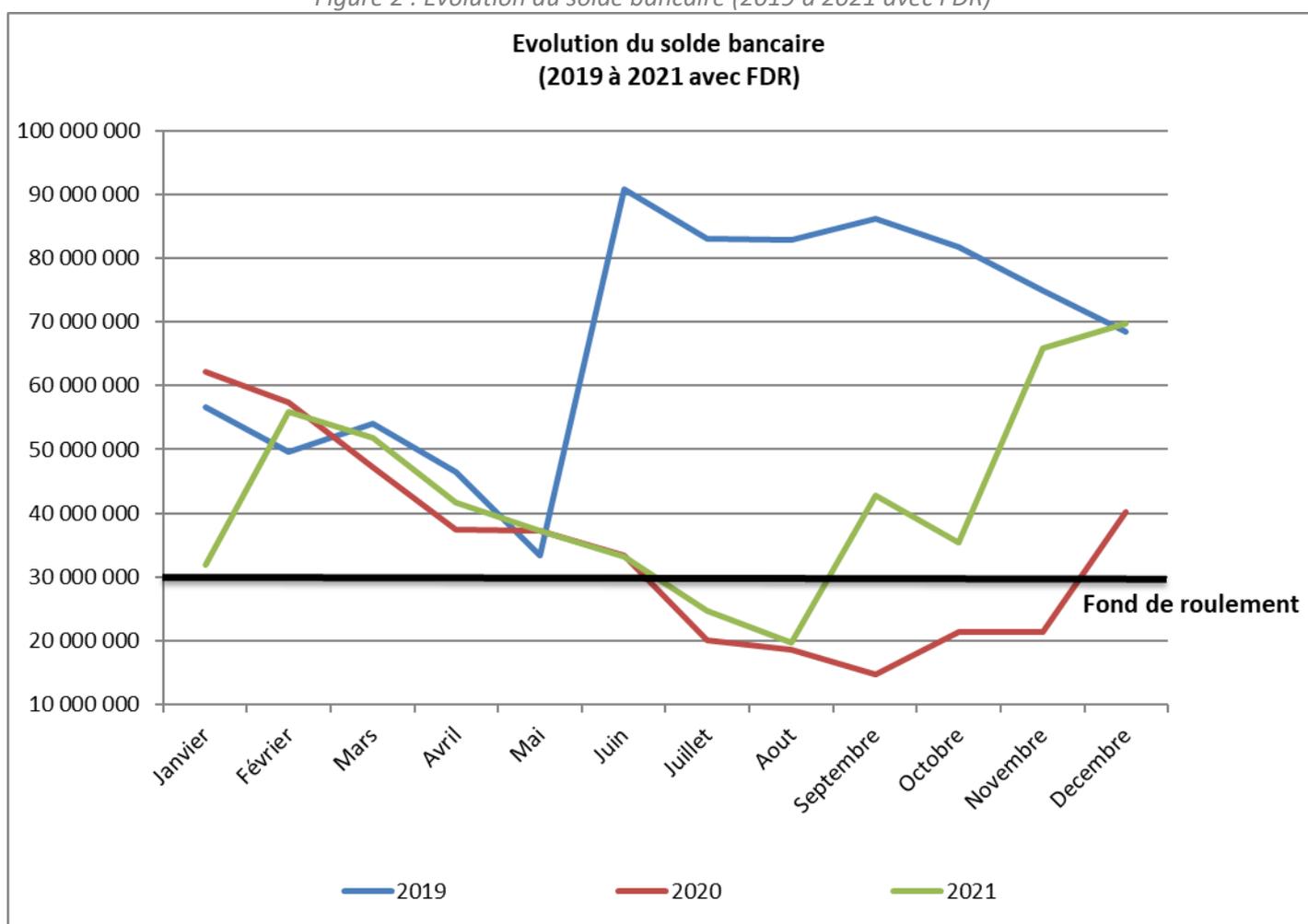
Retraitement des transferts de charges

Le projet d'Expertise pour la validation d'une méthode standard de pêche électrique en Nouvelle-Calédonie financé par la DAFE a été lancé en 2019 puis a été mis en suspens en raison de la crise sanitaire. Ce projet avait fait engendrer des dépenses sur l'exercice 2020 et qui ont été remboursés sur l'exercice 2021 en attendant de pouvoir reprendre la poursuite de l'étude. Ces remboursements ont comptablement fait l'objet d'un transfert de charges d'exploitation d'un montant de 593 955 XPF.

SITUATION DE LA TRESORERIE AU 31/12/2021

Le total des recettes et des dépenses laisse apparaître un solde créditeur de la trésorerie de l'OEIL d'un montant de **67 231 573 XPF au 31/12/21** (contre **39 717 281 XPF** au 31/12/20). Il est à noter que ce solde inclus notamment le fonds de roulement de l'OEIL de 30 034 570 XPF qui n'a pas été placé sur un compte à terme du fait des contraintes liées au débloqué de ces fonds avant terme en cas de nécessité (délai de préavis de 30 jours, pénalités). Si l'on tient compte de cette information, la disponibilité de l'OEIL au 31 décembre 2021 serait de 37 197 003 XPF.

Figure 2 : Évolution du solde bancaire (2019 à 2021 avec FDR)



L'année 2021 a débuté avec un solde bancaire assez bas, proche du seuil correspondant au « Fonds de roulement ». Ce solde est ensuite remonté avec le versement de la 2^{ème} tranche 2020 de la subvention PROVINCE SUD et les paiements de l'ADECAL et la CPS de leurs factures de prestations. En milieu d'année, le solde bancaire est passé sous la barre de ce seuil fixé de 30 M XPF, en raison des versements tardifs de l'ensemble des subventions d'exploitation 2021 (à l'exception de la subvention SMGM versée en avril). A partir du deuxième semestre, le solde bancaire a fortement augmenté, les subventions ont commencé à être perçues ; les subventions dédiées à des appels à projets et la subvention de la SLN sont venues abonder largement le solde bancaire en fin d'année 2021.

PERSPECTIVES FINANCIERES DE L'OEIL en 2022

Au moment de la rédaction du présent rapport, le niveau des subventions connues et déclarées par les différents bailleurs de l'Observatoire (Province Sud 56 M XPF, Prony Énergies 10 M XPF, PRONY RESOURCES 30 M XPF, SLN 17,6 M XPF, SMGM 0,5 M XPF) au titre de l'exercice 2022 s'élève à 114,1 M XPF. Le niveau des recettes en 2022 devrait permettre de couvrir et dépasser la totalité des charges fixes (frais généraux, masse salariale, etc.) de l'Observatoire évaluées à environ 100 M XPF.

A la demande des administrateurs de l'Observatoire, des recherches de financement externes avaient été menées et dans ce cadre des subventions dédiées à des projets spécifiques viendront s'ajouter : Projet SYPAFI-Système alerte incendies par les PARTIES prenantes Fidji (Fonds Pacifique et Gouvernement NC), Projet Indicateur Sécheresse végétale (Fonds Pacifique), Projet BD Recif (Conservatoire des Espaces Naturels).



OEIL

**Observatoire de
l'environnement**
Nouvelle-Calédonie

31 rue Paul Kervistin
Anse Vata – 98800 Nouméa
Tél : 23 69 69 / Fax : 236901

www.oeil.nc